

PRODWARE

Société Anonyme au capital de 5 036 227.30 euros

**45 Quai de Seine
75019 PARIS**

RCS PARIS B 352 335 962

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

EXCELIA AUDIT

Société de Commissariat aux comptes
21 rue de Crimée
75019 PARIS

Christian TOURNOIS

Commissaire aux comptes
133 Avenue Félix Faure
75015 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

PRODWARE – Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société PRODWARE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 11 mars 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01 janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note 7 « créances d'exploitation » de l'annexe aux comptes annuels expose le changement d'estimation comptable survenu au cours de l'exercice relatif aux créances clients cédées dans le cadre d'un contrat de cession de créances.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du bien-fondé et du caractère raisonnable de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'Administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des

sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, les commissaires aux comptes exercent leur jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ils identifient et évaluent les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissent et mettent en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillent des éléments qu'il estiment suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ils prennent connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ils apprécient le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ils apprécient le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de leur rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'ils concluent à l'existence d'une incertitude significative, ils attirent l'attention des lecteurs de leur rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, ils formulent une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ils apprécient la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluent si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 24 avril 2020

Les Commissaires aux Comptes

EXCELIA AUDIT
Karène Zagoury



CHRISTIAN TOURNOIS





prodware^{TD}

COMPTES SOCIAUX
PRODWARE

Exercice clos le 31 décembre 2019

BILAN ACTIF

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	109 968 862	57 427 045	52 541 817	52 098 742
Fonds commercial	26 276 007	345 681	25 930 326	25 930 326
Autres immobilisations incorporelles	7 090 000		7 090 000	8 304 400
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	143 334 869	57 772 726	85 562 143	86 333 468
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	10 687 389	8 466 402	2 220 987	3 506 413
Autres immobilisations corporelles	3 440 693	1 566 012	1 874 681	1 144 388
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				310 000
TOTAL immobilisations corporelles :	14 128 082	10 032 414	4 095 668	4 960 801
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	59 422 243		59 422 243	59 427 243
Créances rattachées à des participations	128 236 034		128 236 034	92 923 340
Autres titres immobilisés				
Prêts	1 437 534		1 437 534	1 327 278
Autres immobilisations financières	338 809		338 809	302 575
TOTAL immobilisations financières :	189 434 620		189 434 620	153 980 437
ACTIF IMMOBILISÉ	346 897 571	67 805 140	279 092 431	245 274 706
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement				
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				22 342
TOTAL stocks et en-cours :				22 342
CRÉANCES D'EXPLOITATION				
Avances, acomptes versés sur commandes	56 184		56 184	
Créances clients et comptes rattachés	11 589 664	1 251 284	10 338 380	5 664 104
Autres créances	9 922 861		9 922 861	13 500 967
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances d'exploitation :	21 568 709	1 251 284	20 317 425	19 165 070
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	10 971 176	679 300	10 291 877	9 383 558
Disponibilités	3 293 259		3 293 259	17 059 738
Charges constatées d'avance	765 626		765 626	2 043 578
TOTAL disponibilités et divers :	15 030 061	679 300	14 350 761	28 486 875
ACTIF CIRCULANT	36 598 770	1 930 583	34 668 186	47 674 287
Frais d'émission d'emprunts à étaler	4 863 208		4 863 208	6 300 521
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	388 359 548	69 735 723	318 623 826	299 249 513

BILAN PASSIF

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N-1) 31/12/2018
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	5 036 227	5 036 227
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	48 105 903	48 351 083
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	533 036	533 036
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	103 130 466	94 231 023
Résultat de l'exercice	8 087 801	9 196 151
TOTAL situation nette :	164 893 434	157 347 521
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	164 893 434	157 347 521
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	711 329	628 914
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	711 329	628 914
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	116 446 965	115 353 777
Emprunts et dettes financières divers	534 532	1 013 561
TOTAL dettes financières :	116 981 497	116 367 338
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 449 583	9 963 498
Dettes fiscales et sociales	11 937 703	11 916 518
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	11 414 596	316 315
TOTAL dettes diverses :	33 801 882	22 196 330
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	2 235 683	2 709 411
DETTES	153 019 062	141 273 079
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	318 623 826	299 249 513

COMPTE DE RÉSULTAT (PREMIÈRE PARTIE)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2019	Net (N) 31/12/2018
Ventes de marchandises	46 755 435	29 472 274	76 227 709	45 513 402
Production vendue de biens				
Production vendue de services	23 547 628	3 572 055	27 119 683	51 169 138
Chiffres d'affaires nets	70 303 063	33 044 329	103 347 392	96 682 540
Production stockée			9 622 600	11 060 600
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			1 595 712	716 381
Autres produits			1 952 686	304 051
PRODUITS D'EXPLOITATION			116 518 390	108 763 572
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]			37 564 506	28 338 328
Variation de stock de marchandises			22 342	(4 783)
Achats de matières premières et autres approvisionnements			7	
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]				
Autres achats et charges externes			19 951 317	21 754 587
TOTAL charges externes :			57 538 172	50 088 132
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			1 985 265	1 382 837
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			24 976 323	24 546 854
Charges sociales			11 003 086	11 338 229
TOTAL charges de personnel :			35 979 408	35 885 084
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			13 915 383	13 732 048
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			247 871	1 178 794
Dotations aux provisions pour risques et charges				
TOTAL dotations d'exploitation :			14 163 255	14 910 842
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			1 026 828	513 275
CHARGES D'EXPLOITATION			110 692 929	102 780 170
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			5 825 461	5 983 402

COMPTE DE RÉSULTAT (DEUXIÈME PARTIE)

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2019	Net (N) 31/12/2018
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 825 461	5 983 402
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation	1 338 884	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	181 362	642 499
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 620 383	246 830
Différences positives de change	17 413	28 637
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	80 000	1 830
	3 238 042	919 796
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	679 300	1 620 383
Intérêts et charges assimilées	4 850 216	4 450 277
Différences négatives de change	19 314	33 986
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 124 591	164 607
	6 673 420	6 269 253
RÉSULTAT FINANCIER	-3 435 378	(5 349 457)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	2 390 083	633 945
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	204 126	61 199 259
Reprises sur provisions et transferts de charges	287 582	1 394 915
	491 708	62 594 174
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	982 022	961 517
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25 000	62 992 797
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	369 997	348 081
	1 377 019	64 302 395
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(885 311)	(1 708 221)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(6 583 029)	(10 270 427)
TOTAL DES PRODUITS	120 248 140	172 277 542
TOTAL DES CHARGES	112 160 338	163 081 391
BÉNÉFICE OU PERTE	8 087 801	9 196 151



prodware^{TD}

NOTES ANNEXES DES
COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019



TABLE DES MATIÈRES

EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019

Note 1 : Événements significatifs de l'exercice	P.12
Note 2 : Règles et méthodes comptables	P.12
Note 3 : Événements postérieurs à l'exercice	P.17
Note 4 : Immobilisations Incorporelles	P.18
Note 5 : Immobilisations Corporelles	P.19
Note 6 : Immobilisations Financières	P.19
Note 7 : Créances d'exploitation	P.20
Note 8 : Valeurs mobilières de placements	P.21
Note 9 : Comptes de régularisation ACTIF	P.21
Note 10 : Capitaux propres	P.22
Note 11 : Provisions pour risques et charges	P.23
Note 12 : Emprunts et Dettes financières	P.23
Note 13 : Dettes d'exploitation et autres dettes	P.24
Note 14 : Comptes de régularisation PASSIF	P.24

NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Note 15 : Chiffre d'affaires	P.26
Note 16 : Autres produits d'exploitation	P.26
Note 17 : Résultat financier	P.27
Note 18 : Résultat exceptionnel	P.27
Note 19 : Impôts sur les bénéfices	P.28

AUTRES INFORMATIONS SIGNIFICATIVES

Note 20 : Effectifs	P.30
Note 21 : Rémunérations des mandataires sociaux	P.30
Note 22 : Engagements hors bilan	P.30
Note 23 : Éléments concernant les entreprises liées	P.31
Note 24 : Consolidation	P.32

A hand holding a pen, positioned over a document. The entire image is overlaid with a semi-transparent blue filter. The text is centered and framed by two horizontal lines.

EXERCICE DU 1ER JANVIER
AU 31 DÉCEMBRE 2019

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE



Au cours de l'année 2019, PRODWARE France a poursuivi le déploiement de son plan stratégique 2016-2021 et adapté ses investissements et son organisation à l'évolution de son offre de services à destination de la transformation digitale de ses clients.

La société a poursuivi son développement résolument innovant en maintenant ses investissements dans les technologies les plus avancées, tout en augmentant le développement de son chiffre d'affaires, lequel a progressé de 6,9% par rapport à 2018.

Notons qu'au cours de l'exercice 2019, et dans le but de se recentrer sur les segments de marché et zones les plus rentables, la société a cédé sa filiale tunisienne.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES



Les comptes annuels au 31 décembre 2019 ont été établis conformément aux méthodes admises en France. Les comptes ont été arrêtés suivant les dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologuées par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatifs au Plan Comptable Général et aux règlements suivants en vigueur ainsi qu'en fonction des normes spécifiques de la profession.

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- › Continuité de l'exploitation ;
- › Indépendance des exercices ;
- › Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des changements de méthodes, d'évaluation ou de présentation indiqués ci-après ;
- › et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Quant aux immobilisations incorporelles créées, elles sont évaluées conformément aux dispositions de l'article 321- 17 du PCG.

› **Frais de conception des logiciels**

Les logiciels acquis ou créés pour l'usage interne de l'entreprise sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et sont amortis en fonction des capacités du logiciel à répondre aux besoins de la clientèle, soit 8 ans.

Les logiciels sont évalués au coût de production sur la base des temps passés pour la conception des logiciels correspondants.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur le mode linéaire, à compter de la mise en service, sur la durée prévue d'utilisation de 8 ans.

Ils sont immobilisés en conformité avec les règles édictées par le Conseil National de la Comptabilité qui propose l'inscription, à l'actif immobilisé, des frais de production de logiciels (les heures produites sont valorisées à partir des salaires augmentés des charges sociales), lorsque le projet a de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale, et lorsque l'entreprise a indiqué, concrètement, l'intention de produire le

logiciel concerné et de s'en servir durablement pour répondre aux besoins de sa clientèle.

Ces logiciels sont amortis suivant le mode linéaire sur une durée de 8 ans, dès leurs mises en service.

Si les coûts de développement ne sont pas activés, le montant global des dépenses de recherche et des coûts de développement sont comptabilisés en charges de l'exercice.

› **Fonds commerciaux**

Les fonds commerciaux correspondent aux acquisitions réalisées par la Société ainsi qu'aux malis techniques dégagés lors des fusions et des transmissions universelles de patrimoine (TUP) réalisées au cours des exercices 2005 à 2014.

Selon les règles de comptabilisation du mali technique applicables aux exercices ouverts depuis le 1er janvier 2016, les malis techniques, qui étaient présentés dans le poste « fonds commercial » jusqu'au 31 décembre 2015, ne sont plus maintenus en fonds commerciaux mais ont été reclassés au bilan de l'entité absorbante :

- opération par opération ;
- en fonction soit des plus-values existantes à la date de la fusion (c'est-à-dire en fonction de l'affectation extracomptable réalisée à l'origine), soit des plus-values existantes au 1er janvier 2016.

Le solde du mali technique suit les règles en matière d'amortissement et de dépréciation : présomption de durée d'utilisation non limitée (PCG art 214-3), test de dépréciation annuel obligatoire si la présomption n'est pas réfutée, et interdiction de reprise de dépréciation (sous art 214-19 du PCG).

Pour les exercices ouverts depuis le 1er janvier 2016, un test de dépréciation (comparaison de la valeur comptable et de la valeur actuelle) a été réalisé, au moins une fois par exercice, pour les fonds commerciaux dont la durée d'utilisation est non limitée, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur (PCG art. 214-15 modifié).



2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Conformément à la réglementation comptable sur les actifs, l'entreprise a choisi d'incorporer les frais accessoires au coût d'acquisition des immobilisations corporelles.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de l'utilité estimée de chaque immobilisation.

Les durées et modes d'amortissement retenus pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- › Matériels et outillages : 5 ans linéaire
- › Agencements et aménagements des constructions : 10 ans linéaire
- › Matériel de transport : 4 ans linéaire
- › Matériel de bureau et informatique : 1 à 5 ans linéaire
- › Mobilier : 5 à 10 ans linéaire

2.3. TITRES DE PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

Les titres de participation représentent des investissements durables qui permettent d'établir avec la participation des relations d'affaires, d'assurer son contrôle, ou d'y exercer une influence notable. Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

A la clôture de l'exercice, cette valeur est, le cas échéant, diminuée d'une provision pour dépréciation destinée à la ramener à sa valeur d'utilité, appréciée en fonction d'évaluations basées sur l'évolution attendue des résultats et de l'intérêt économique et stratégique de la participation pour le groupe.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, la Société révisé ses estimations sur la base d'informations régulièrement mises à jour. Il est possible que les résultats futurs des opérations concernées diffèrent de ces estimations.

2.4. STOCKS DE MARCHANDISES ET STOCKS D'EN COURS

Non applicable.

2.5. ÉVALUATION DES CRÉANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est enregistrée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur nominale et /ou lorsque des difficultés de recouvrement sont clairement identifiées.

Les provisions pour dépréciation des clients sont alors déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés par la Direction Juridique et les conseils externes de Prodware SA.

Le solde des flux financiers entre Prodware et ses différentes filiales dans le cadre du développement de leur activité figurent en « créances rattachées à des participations » lorsque ce solde constitue une créance pour Prodware SA et en « emprunts et dettes financières divers », lorsque ce solde constitue une dette pour Prodware SA.

Le poste des créances clients représente le solde des opérations après les cessions de factures suivant un contrat de cession sans recours.

2.6. CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont évaluées sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice. La différence résultant de cette évaluation est inscrite en écart de conversion actif et/ou passif.

2.7. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITÉS

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur prix d'acquisition et sont dépréciées, le cas échéant, par référence à leur valeur boursière à la clôture de l'exercice.

2.8. CAPITAUX PROPRES

La société a retenu la faculté de pouvoir imputer les frais liés aux augmentations de capital sur le poste Prime d'émission, dans le respect des dispositions applicables.

2.9. AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Les frais d'acquisition de titres de participation sont inclus dans le coût d'acquisition. Ces frais d'acquisition sont amortis selon le mode dérogatoire sur une période de 5 ans.

2.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions sont enregistrées en conformité avec le règlement ANC n° 2014-03. Dans ce cadre, les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers et sans contrepartie pour Prodware SA. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes.

Prodware SA ne provisionne pas ses engagements relatifs aux avantages du personnel à long terme. Les engagements de retraite figurent en engagements hors bilan.

2.11. CONSTATATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

› Assistance technique, conseil et intégration

Le chiffre d'affaires de ces prestations est comptabilisé au fur et à mesure que le service est rendu. Le revenu est évalué en fonction du prix de vente contractuel et des temps passés facturables. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

› Ventes de licences et maintenance

Les ventes de licences sont reconnues et comptabilisées lorsque les trois conditions suivantes sont remplies : il existe un accord, le produit est livré, le prix de vente est fixé.



Les produits relatifs aux contrats de maintenance (droits d'utilisation annuels, D.U.A.) sont enregistrés dès leur facturation pour la totalité des produits qu'ils engendrent, sans prendre en compte de prorata temporis.

› **Prestations faisant l'objet d'un forfait**

Le chiffre d'affaires est reconnu au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir. Des factures à établir ou des produits constatés d'avance sont enregistrés lorsque la facturation n'est pas en phase avec l'avancement des travaux.

› **Ventes de matériels et intégration de systèmes associés à des ventes de matériels**

Pour les ventes de matériels réalisées indépendamment de toutes prestations de services, le chiffre d'affaires est constaté lorsque le risque est transféré au client. Ce transfert a lieu à la livraison.

Pour l'intégration de systèmes associés à des ventes de matériels, la part de revenu relative aux matériels est enregistrée lorsque le transfert des risques et avantages est effectué. Ce transfert a généralement lieu à la livraison, sauf dans les cas où les projets présentent un degré de complexité inhabituel et sont susceptibles de comporter des risques particuliers quant à leur achèvement. Dans ce cas, le projet est considéré dans son ensemble et le revenu est enregistré à l'avancement.

La part du revenu relative aux prestations de services est enregistrée à l'avancement sur la base des coûts engagés et des coûts restant à venir.

2.12. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui, en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.



ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À L'EXERCICE

3

Depuis le 31 décembre 2019, l'évènement significatif est la pandémie mondiale COVID19 - qui aura des répercussions probables mais non mesurables au jour de la publication des comptes, sur l'activité de la société.

Son émergence étant assez récente en Europe, sa durée et sa sévérité incertaines, il est malaisé au moment de cette publication, d'évaluer ses effets sur les activités de la société.

Il est toutefois important de noter que la société a mis en place, dès le début du mois de mars 2020, une nouvelle organisation afin de permettre à chacun des collaborateurs de poursuivre une activité dans des conditions les moins exposées, tout en continuant d'assurer la continuité du service.

Des mesures d'activité partielle ont été prises pour les collaborateurs le justifiant.

Il est d'ores et déjà acquis que cette pandémie aura un effet récessif sur le secteur informatique dans lequel évolue Prodware.

Il n'est toutefois pas possible de quantifier précisément les effets des retards ou annulations; à savoir si et/ou en combien de temps ces retards pourront être rattrapés durant la phase de rebond que la société anticipe à l'issue de la crise sanitaire.

La société reste donc extrêmement attentive à l'évolution de cette pandémie mais reste, sur le fond, confiante dans les fondamentaux de son modèle économique et sa capacité à surmonter une nouvelle crise.



IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

> Variation des valeurs brutes, amortissements et provisions

Les immobilisations incorporelles comprennent les fonds commerciaux et les infrastructures logicielles acquis ou créés par l'entreprise.

Valeurs Brutes en K€	01/01/19	Augmentation	Apport ou transfert	Diminution	31/12/19
Concessions et Brevets	98 682	3	11 284		109 969
Fonds de Commerce	26 276				26 276
Immobilisations incorporelles en cours	8 304	9 622	-10 837		7 089
Total	133 262	9 625	447	0	143 334

Amortissements en K€	31/12/19	Augmentation	Apport	Diminution	31/12/19
Concessions et brevets	-46 583	-10 845			-57 427
Autres immobilisations	0				0
Total	-46 583	-10 845	-	-	-57 427

Dépréciations en K€	31/12/19	Augmentation	Reclassement	Diminution	31/12/19
Fonds de commerce	-345				-345
Total	-345	-		-	-345

Valeur Nette	86 335				85 562
--------------	--------	--	--	--	--------

> Fonds de commerce

Les fonds commerciaux correspondent aux acquisitions, minorées des cessions réalisées par la société ainsi qu'aux malis techniques dégagés lors des fusions et des transmissions universelles de patrimoine (TUP) réalisées au cours des exercices 2005 à 2014.

Le test de dépréciation effectué sur les fonds de commerce a conduit la société à ne pas constater de provision pour dépréciation, la valeur actuelle de ces fonds étant supérieure à leur valeur comptable.

En K€	31/12/19
Fonds de commerce acquis	26 276
Total	26 276

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

5

Valeurs brutes en K€	01/01/19	Augmentation	Diminution	31/12/19
Installations techniques, matériel et outillage	10 687			10 687
Agencements et installations	1 296	1 011		2 307
Matériel de transport	524		-71	453
Matériel et mobilier de bureau	506	5		511
Matériel informatique	107	63		169
Autres immos corporelles	310		-310	0
Total	13 430	1 078	-381	14 127

Amortissements en K€	31/12/19	Augmentation	Diminution	31/12/19
Installations techniques, matériel et outillage	-7 181	-1 285		-8 466
Agencements et installations	-675	-178		-853
Matériel de transport	-237	-65	71	-231
Matériel et mobilier de bureau	-304	-53		-357
Matériel informatique	-72	-51		-123
Total	-8 469	-1 633	71	-10 031

Valeur Nette	4 961	-555	-310	4 096
---------------------	--------------	-------------	-------------	--------------

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

6

Le tableau des filiales et participations est détaillé dans la note 24 de cette annexe.

Valeurs brutes en K€	01/01/19	Augmentation	Diminution	31/12/19
Titres de Participation	59 427	20	-25	59 422
Créances rattachées à des participations	92 923	53 884	-18 516	128 291
Prêts	1 327	124	-14	1 437
Dépôts et Cautions	303	77	-41	339
Total	153 980	54 105	-18 596	189 489

Dépréciations en K€	31/12/19	Augmentation	Diminution	31/12/19
Titres de Participations	-			-
Créances sur Participations	-			-
Total	-	-	-	-

Valeur Nette	153 980	54 105	-18 596	189 489
---------------------	----------------	---------------	----------------	----------------

Il convient de noter que les variations sur les titres de participations concernent :
 -le complément de prix de cession versé dans le cadre de l'acquisition de la filiale AIGA ;
 -et la cession de la filiale tunisienne.

Dans le poste « Créances rattachées à des participations » sont comptabilisés les mouvements de trésorerie et les flux commerciaux. Il convient de noter que les variations des créances rattachées aux participations ne tiennent compte que des comptes courants débiteurs et non pas des comptes courants créditeurs, classés au passif.

CRÉANCES D'EXPLOITATION

En K€	31/12/19	A 1 an au plus	A plus d'un an	31/12/18
Fournisseurs débiteurs	56	56		2
Créances Clients et comptes ratt.	11 590	10 097	1 492	7 682
Créances Sociales	12	12		35
Créances Fiscales	7 928	7 928		11 613
Autres créances	1 983	297	1 686	1 852
Total	21 568	18 390	3 178	21 184

Dépréciation en K€	31/12/19	A 1 an au plus	A plus d'un an	31/12/18
Créances Clients	-1 251		-1 251	-2 018
Créances Sociales				0
Total	-1 251		-1 251	-2 018

Valeur Nette	20 317	18 390	1 927	19 166
--------------	--------	--------	-------	--------

Le poste des créances clients représente le solde des opérations après cessions.

Depuis l'exercice clos au 31 décembre 2019, le recouvrement des créances ayant déjà fait l'objet d'une cession est désormais comptabilisé en autres dettes et non plus en déduction des créances clients.

Pour information au 31 décembre 2019, le montant des créances nettes cédées s'élève à 16,4 M€ (13,9 M€ au 31 décembre 2018) :

- dont 11,0 M€ qui ont été recouvrées à la clôture et figurant désormais en autres dettes (11,8 M€ au 31 décembre 2018)
- et 5,4 M€ en attente de recouvrement (2,1M€ au 31 décembre 2018).

Le montant des factures à établir, incluses dans les créances clients et comptes rattachés, s'élève à 3,4 M€ contre 7,3 M€ en 2018.

Les créances sur clients douteux sont classées en créances à plus d'un an pour 1.492 K€.

Le poste «créances fiscales» intègre la créance de crédit d'impôt recherche pour un montant de 6.751 K€.

L'échéance a été maintenue à moins d'un an car la société mobilise cette créance.

Au poste « autres créances » figurent les retenues de garantie conservées par les organismes financiers qui ont pré-financé les créances de CICE et

de crédit d'impôt recherche, jusqu'au remboursement opéré par le Trésor Public.

Dans ce poste figurent également les avoirs à recevoir des fournisseurs, le montant à encaisser dans le cadre de la cession de la Tunisie, ainsi que des produits à recevoir dans le cadre d'une réclamation de remboursement de taxes auprès des services fiscaux.

VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENTS ET TRÉSORERIE DISPONIBLE

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de 10,9 M€ de Sicav de trésorerie.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour 0,7 M€.

La trésorerie disponible s'élève à 3,2 M€ au 31.12.2019.



COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

> Charges constatées d'avance

Rubriques en K€	31/12/19	31/12/18
Charges constatées d'avance	766	2 044

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation engagées au cours de l'exercice et qui se rattachent à l'exercice suivant.

> Charges à répartir

	31/12/2019	31/12/2018
Frais d'émission des emprunts (VB)	9 582	9 582
Amortissements	-4 718	-3 282
Valeur nette	4 864	6 300

Les charges à répartir sur plusieurs exercices correspondent aux frais engagés lors de la souscription des emprunts obligataires.

Ces frais sont amortis sur la durée initiale des emprunts.

CAPITAUX PROPRES

10

Le capital social est composé au 31 décembre 2019 de 7 748 042 actions de 0,65€ de valeur nominale, dont 7 741 000 actions ordinaires A et 7 042 actions de préférence B.

Conformément aux statuts de la Société, certaines actions détiennent un droit de vote double. Ces actions sont au nombre de 1 764 367 au 31 décembre 2019, principalement détenues par les dirigeants de la société.

> Capital social

Rubriques en K€	01/01/19	Augmentation	Diminution	Dividendes	31/12/19
Capital Social	5 036				5 036
Prime d'émission	47 193				47 193
BSA	1 158		-245		913
Réserve légale	533				533
Report à nouveau	94 231	8 899			103 130
Résultat 2018	9 196		-9 196	-309	-
Résultat de l'exercice en cours		8 088			8 088
Provisions règlementées					-
Total	157 347	16 987	-9 441	-309	164 893

Au 31 décembre 2019, le nombre d'actions détenues par la société dans le cadre du contrat de rachats d'actions s'élève à 380 978 actions contre 5758 actions au 31 décembre 2018.

Aucune variation du poste capital social n'a été enregistrée au cours de l'exercice 2019.

> Prime d'émission

Aucune variation de ce poste n'a été enregistrée en 2019.

> Instruments dilutifs

Le nombre de BSA émis, non exercés et non échus à ce jour s'élèvent à 2 234 300, inchangés par rapport à 2018.

	31/12/2019
Résultat	8 087 801
Nombre moyen d'actions	7 367 064
Bénéfice net par action sur nombre moyen (euros)	1,10
Nombre d'actions potentielles	2 987 400
Nombre total d'actions potentielles	10 354 464
Résultat par action (après dilution potentielle)	0,78

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En K€	01/01/19	Dotation	Reprise	31/12/19
Provisions pour charges prud'hommales	575	370	-234	711
Provisions pour litiges	54		-54	-
Total provisions pour risques	629	370	-288	711

Les reprises de provisions correspondent à des risques salariaux dénoués et des risques clients résolus. Les dotations et reprises aux provisions pour risques salariaux sont comptabilisés en résultat d'exploitation ; celles concernant les litiges clients sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

L'ensemble des emprunts et dettes contractés par la Société se détaille de la manière suivante :

En K€	Montant Brut	A 1 an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts Obligataires Convertibles				
Intérêts sur Emprunts oblig. Conv				
Autres emprunts obligataires				
Intérêts sur Autres Emprunts Oblig.				
Dettes auprès d'établissement de crédit	116 447	30 121	43 826	42 500
Dettes rattachées à des participations	535	535		
Total	116 981	30 655	43 826	42 500

> Covenants financiers

Les contrats d'emprunts bancaires comportent des clauses dites de défaut dont certaines sont liées au non-respect de ratios calculés sur les données consolidées du groupe..

Catégories de ratios financiers à respecter, par tranche de dette	Capital restant dû en K€
Dettes nette consolidée / Fonds propres consolidés < 1,3	85 688
Dettes nette consolidée / EBITDA consolidé < 2,5	85 688
EBITDA / Coût financier de l'endettement net > 3,5	85 688

13

DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

L'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an et se détaille comme suit :

En K€	31/12/19	Dont charges à payer 31/12/19	31/12/18
Avances et acomptes			
Dettes Fournisseurs	10 449	940	9 963
Dettes sociales	6 307	3 161	7 508
Dettes fiscales	5 631	327	4 408
Autres dettes	11 415*		316
Total	33 801	4 428	22 195

*dont 11,0 M€ relatifs au contrat de cession de créances (cf note 7)

14

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

› Produits constatés d'avance

Rubriques en K€	31/12/19	31/12/18
Produits constatés d'avance	2 236	2709

Les produits constatés d'avance correspondent à des produits d'exploitation facturés au cours de l'exercice et qui se rattachent à l'exercice suivant.

A man in a dark suit and white shirt is sitting at a desk, looking down at a laptop. He has his hand to his chin in a thoughtful pose. The scene is dimly lit with a strong blue color cast. In the foreground, there is a white mug and a glass of water. The background is blurred, showing what appears to be a window or a wall with some circular patterns.

NOTES SUR LE
COMPTE DE RESULTAT

15

CHIFFRE
D'AFFAIRES

Activités en K€	31/12/19	%	31/12/18	%
Ventes de marchandises et de licences	49 217	48	45 513	47
Prestations de services	27 120	26	30 538	32
Refacturations et autres	27 010	26	20 630	21
Total	103 347	100	96 682	100

Décomposition du CA par zone Géographique	31/12/19	%	31/12/18	%
France	70 303	68	65 607	68
Export	33 044	32	31 075	32
Total	103 347	100	96 682	100

16

AUTRES PRODUITS
D'EXPLOITATION

Ce poste comprend notamment les éléments suivants :

- › 9 622 K€ de production immobilisée;
- › 1 014 K€ de reprises de dépréciation de créances douteuses;
- › 581 K€ de transferts de charges;
- › 1 952 K€ d'autres produits.



17

RÉSULTAT FINANCIER

Rubriques en K€	31/12/19	31/12/18
Revenus des créances rattachées à la participation	1 339	
Reprises sur provisions financières	1 620	246
Produits des cessions des VMP	80	2
Gain de change	17	29
Autres Produits financiers	182	643
Total produits financiers	3 238	920
Intérêts et charges assimilés	3 514	4 416
Dotation aux provisions financières	679	1 620
Charges de cessions VMP	1 125	164
Perte de change	19	34
Autres charges financières	1 336	35
Total charges financières	6 673	6 269
Résultat financier	-3 435	-5 349

18

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

Rubriques en K€	31/12/19	31/12/18
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	204	61 199
Reprise sur provisions	288	1 395
Total produits exceptionnels	492	62 594
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	982	961
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	25	62 993
Dotation aux amortissements et provisions	370	348
Total charges exceptionnelles	1 377	64 302
Résultat exceptionnel	-885	-1 708

Les produits exceptionnels correspondent à la cession de la filiale tunisienne ainsi qu'à des remboursements d'assurance.

La reprise de provision correspond essentiellement aux dénouements de litiges salariaux et commerciaux.

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion correspondent essentiellement aux sommes versées dans le cadre des transactions et litiges, salariaux et commerciaux, soit 915K€.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le crédit d'impôt recherche correspond au crédit au titre de l'année 2019, soit 6.751 K€. Les honoraires relatifs à l'obtention de ce CIR sont classés dans la rubrique « Autres achats et charges externes » pour un montant de 900 K€.

La contrepartie en compte de charges du crédit impôt recherche et de la production immobilisée est principalement de la masse salariale.

L'impôt sur les sociétés dû au titre de 2019 s'élève à 168 K€.



AUTRES INFORMATIONS
SIGNIFICATIVES

EFFECTIFS

	2019	2018
Effectif moyen	492	478
Dont Cadres	374	381
Dont non Cadres	118	97

RÉMUNÉRATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération totale des mandataires sociaux s'est élevée au titre de l'exercice 2019 à 905 117 € :

	31/12/2019	31/12/2018
Nombre de personnes concernées	3	3
Rémunérations	905 117	764 994
Avantages à court terme		
Indemnité de fin de contrat de travail		
Rémunérations payées en actions		
TOTAL	905 117	764 994

L'un des mandataires bénéficie d'une indemnité de départ équivalente à 2 ans de salaire brut à la date de cessation de fonction selon délibération d'un conseil d'administration de 2003.

ENGAGEMENTS HORS BILAN

› Engagements donnés et reçus (Aval, cautions et garanties) au 31 Décembre 2019

Néant

› Engagements sur contrats de locations de véhicules et matériels informatiques

Coût total du crédit-bail en K€	Autres immob.	Total
TOTAL	7 337	7 337

› Engagements en matière de nantissements

Nantissements de fonds de commerce donnés en contre partie d'emprunts	Montants (en K€)	Capital restant du (en K€)
Etablissement bancaires et financiers	92 500	70 833

› Autres engagements

Le montant des créances nettes cédées s'élève à 16,4 M€.

- dont 11,0 M€ qui ont été recouvrées à la clôture et figurent désormais en autres dettes
- et 5,4 M€ en attente de recouvrement

› Indemnités départ à la retraite

La société n'a pas comptabilisé le montant de son engagement en matière de départ à la retraite.

Compte tenu de l'âge moyen peu élevé du personnel et du turn-over de l'entreprise, cet engagement représente 3.362 K€, déterminé selon les méthodes suivantes :

- › Convention collective du Syntec ;
- › Taux d'actualisation : 0,7 % ;
- › Age estimé à la retraite : 66 ans pour les cadres, 64 ans pour les non cadres.

ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

En K€	Montant
Participations nettes de provisions	0
Dettes Fournisseurs	0
Dettes Clients	0
CA réalisés avec les entreprises liées	0
Achats réalisés près des entreprises liées	0

Conformément à la réglementation, ne sont pas détaillées les transactions réalisées avec les sociétés détenues en quasi-totalité.

Par ailleurs, les transactions réalisées avec les parties liées conclues à des conditions normales de marché ne sont de même pas reprises dans ce tableau.

24

CONSOLIDATION

Le Groupe Prodware est assujéti à une publication de comptes consolidés. Prodware SA est la société mère et la société consolidante de ce groupe.

La liste des filiales entrant dans le périmètre de la consolidation est détaillée ci-après.

En Euros	Capital Social	Capitaux propres	Mode de détention	Quote Part	Valeur brute titres	Valeur nette titres	CA HT de l'exercice	Résultat de l'exercice
Filiales détenues à 50% ou plus de manière directe et indirecte								
Prodware Belgium	3 000 000	3 272 249	directe	100,00%	5 955 013	5 955 013	5 895 732	95 568
Prodware Deutschland	51 150	3 115 127	directe	100,00%	16 911 113	16 911 113	18 653 842	365 379
CKL Software (Deutschland)	26 500	1 332 235	indirecte	50,00%			3 201 572	865 810
ALGA (France)	30 000	17 552	directe	100,00%	294 000	294 000	2 429 432	18 133
Cap Lease (France)	40 000	276 407	directe	90,00%	332 778	332 778	3 092 940	29 165
Prodware Georgie	n/s	271 249	directe	100,00%	n/s	n/s	1 025 563	87 182
Prodware Israel	121 543	1 851 633	directe	77,24%	3 188 971	3 188 971	14 702 764	-383 935
Prodware Luxembourg	31 000	-48 621	indirecte	100,00%			855 304	-647 987
Prodware Maroc	50 516	-49 116	directe	66,20%	44 337	44 337	1 671 249	77 818
Prodware Netherlands BV	878 000	2 356 887	directe	100,00%	19 348 140	19 348 140	16 218 047	-236 731
Prodware East Europe (Roumanie)	807	-15 240	directe	100,00%	1 000	1 000	104 992	-13 990
Prodware Spain	152 010	6 292 321	directe	100,00%	4 500 000	4 500 000	32 580 473	432 432
Retail Competence Center (Spain)	250 000	337 549	indirecte	75,00%			833 997	-55 232
Prodware Tchequie	7 299	215 130	directe	100,00%			1 679 981	6 790
Prodware London limited (UK)	5 000 000	7 785 286	directe	100,00%	5 000 000	5 000 000	16 714 663	2 070 196
Prodware SE (UK)	n/s	1 169 826	indirecte	100,00%			13 031 612	1 055 958
Prodware UK Limited	1 891 676	-470 371	directe	100,00%	3 846 890	3 846 890	2 369 845	-294 754
Filiales détenues à moins de 50%								
néant								
					59 422 242	59 422 242		

prodware[®]